

CRISE DU COVID-19





PISTES D' ACTIONS – 4

CE QUI EST À RETENIR – 8

ÉCONOMIE – 10

DÉMOGRAPHIE – 19

TRANSITION – 23

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE – 26

NUMÉRIQUE – 32

SOLIDARITÉ – 35

QUESTIONS PERSONNELLES – 37

GÉNÉRALITÉS – 41

Il est des printemps dont on se souvient car ils ont marqué notre existence ou ont fait date au regard de l'histoire de l'Humanité. Celui de l'année 2020 restera dans les mémoires comme celui d'un enfermement imposé par crainte, en raison d'une pandémie que nul n'avait imaginé en ce début de XXI^{ème} siècle.

MOBILISATION ENGAGEMENTS SOLUTIONS

Ce **confinement** s'est traduit par un quasi arrêt de l'activité économique, démocratique et sociale dans le pays. Contre toute attente, il a fait naître des mobilisations, des engagements, des solutions aussi diverses que nouvelles : circuits courts avec **livraison**, usage multiple du **numérique** en **visioconférence** pour maintenir des liens professionnels, scolaires ou familiaux, pour la télémedecine, la mise en ligne d'ouvrages par les médiathèques, etc...

Mais tous les **habitants du Pays d'Auray ne l'ont pas vécu de la même façon**. Ils n'ont pas tous été au même niveau de service ou d'implication citoyenne. Les actions et choix politiques du passé, en termes de santé par exemple, ont également été réinterrogés.

CONSTATS QUESTIONNEMENT

Ces constats et ces questionnements ont amené le Conseil de Développement a mobiliser ses membres dans la période, via un questionnaire en ligne, pour dire leur perception de la crise et les actions prioritaires à engager dès le déconfinement. Ce dossier en restitue les résultats et leur analyse.

PROJET COMMUN

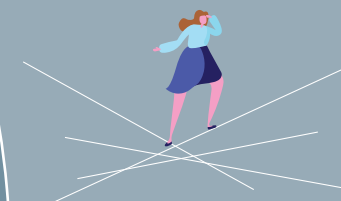
A sa lecture, chacun est à même de mesurer l'impact de cette période sur les individus et de voir combien il est nécessaire de reconstruire un projet commun pour le Pays d'Auray.

TRAVAILLER ENSEMBLE

L'élaboration des projets de territoire au niveau du Pays d'Auray et des deux EPCI qui le composent, prévue à l'agenda des nouvelles équipes intercommunales, est à ce titre une opportunité pour y travailler ensemble, élus et société civile.

Roland LE SAUCE
Président du Codepa

CONSEIL de
DÉVELOPPEMENT
Pays
d'Auray



En automne 2020, le Codepa débutera ses débats.
Toutes les personnes désirant participer aux échanges sur les enjeux qui nous attendent, sont les bienvenues.



1 ÉCONOMIE



- Dynamiser les **centres-villes** et les **centres-bourgs**
- Accompagner le réseau des **producteurs locaux**
- Élaborer une **nouvelle économie** qui ne soit pas dépendante du tourisme
- Avoir une gestion adaptée eu égard aux **spécificités locales**
- Développer l'accès au **numérique** pour tous
- Favoriser le **télétravail**
- Préserver les relations locales, la production locale, avec de **nouveaux métiers respectueux** de l'environnement et de l'héritage patrimonial.
Retrouver de **nouvelles valeurs**, à la fois plus adaptées au contexte particulier du territoire et plus concrètes et ouvertes à des innovations, d'initiative locale ou autre, mais soutenue, portée par le territoire (domaine de la mer, ou du littoral par exemple !)
- **Communiquer** via une plateforme sur les ressources économiques de notre territoire
- **Analyser les besoins** comparés par secteur économique

2 TRANSPORT



- Développer des transports en commun annuels efficaces et adaptés aux horaires de travail
- Faciliter les déplacements alternatifs
- Diminuer les déplacements des personnes en répartissant mieux l'activité et en obligeant les politiques à adapter l'urbanisme, l'habitat et l'activité économique

3 ENVIRONNEMENT



- Développer les mobilités écologiques
- Développer les circuits courts
- Mettre en place le Green Deal «transition écologique et énergétique ainsi que le changement climatique (loi climatique Européenne du 4 mars 2020) en impliquant les citoyens
- Aider les jeunes agriculteurs à faire du bio et du local
- Communiquer sur les ressources de notre territoire
- Financer les projets prioritairement par des prêts issus de sources de financement éthiques

4 DÉMOGRAPHIE

- Rééquilibrer le territoire sur l'axe nord-sud et est-ouest
- Calculer la capacité d'accueil du territoire
- Augmenter le nombre d'habitat partagé seniors/jeunes travailleurs ou étudiants
- Aider les jeunes actifs à s'installer
- Prévoir les services qui vont avec un afflux de population



5 DÉMOCRATIE

- Associer la population aux prises de décisions en évitant les débats stériles
- Mettre en place une réelle concertation avec les acteurs du territoire
- Proposer un dialogue élus-citoyens renouvelé
- Inciter les collectivités locales à s'impliquer
- Établir une meilleure entente entre toutes les institutions et les citoyens



6 SOLIDARITÉ

- Mettre à disposition des initiatives associatives et citoyennes les espaces et ressources pour favoriser leur collaboration, le lien social
- Fédérer les professionnels et valoriser un réseau d'initiatives
- Maintenir le lien social avec l'ensemble de la population
- Développer les échanges qui permettent de faire le bilan de ce qui a bien fonctionné et de créer des réseaux d'aide souples et de proximité
- Communiquer, écouter et organiser la solidarité via des rencontres/des plateformes
- Développer les services à la personne



7 POLITIQUE GÉNÉRALE

- Viser à importer le moins possible
- Relocaliser la production/transformation des biens de première nécessité et confier ces tâches à des organismes publics locaux
- Prévoir ce genre de catastrophe et s'organiser en prévision
- Avoir des élus locaux qui dirigent et des fonctionnaires ou assimilés qui fonctionnent, pas l'inverse !
- Rendre de nouveau public le traitement et la distribution de l'eau
- Faire le bilan de la crise et de ce qui a marché
- Améliorer les réseaux de bonnes pratiques dans les communes concernant les relais sociaux individuels ou institutionnels
- Informer et former le public aux bonnes pratiques de déplacement, d'approvisionnement, d'expression culturelle, ...économes en termes écologiques et économiques
- Assurer le développement du système de santé dans les communes excentrées des villes, la nécessité d'avoir des médecins, du matériel médical performant
- Réformer en profondeur le système de santé
- Travailler une image d'accueil de bienveillance de service
- Tempérer la verticalité de l'Etat central
- Faire pression auprès de nos représentants élus pour infléchir le système, sinon, il court à sa perte.
- Mieux répartir les richesses



CE QUI EST À RETENIR...

MESURES PRISES PENDANT LA CRISE

LES MESURES GOUVERNEMENTALES

Même si 47 % des votants pensent que les **mesures gouvernementales peuvent préserver le tissu économique**, on peut remarquer en additionnant les réponses « en partie » « cela dépend desquelles » et « mitigé », que 40 % des votants sont plus dubitatifs et pour 13 % pas du tout convaincus.

SÉCURITÉ

70 % des personnes sont convaincues que les **mesures de sécurité mises en place par les entreprises ont permis d'assurer la protection des salariés et des clients**, cependant c'est en grande partie du civisme des citoyens (clients et salariés) qu'ont dépendu les risques.

APPROVISIONNEMENT

Même si 42 % des personnes pensent que les **approvisionnements de toute nature ont été suffisants**, ce chiffre est nuancé par les 46 % qui pensent que « non » ou « pas pour tout ». Il faut également prendre en compte les 12 % qui indiquent que ce manque d'approvisionnements a induit une forte réduction d'activités.

TRANSITIONS

63 % pensent que les **nouvelles actions en faveur des transitions vont perdurer** au-delà de la pandémie et surtout le développement du télétravail, avec 57 % des personnes ayant répondu positivement qui l'indiquent.

ACTIVITÉS DURANT LA CRISE

● 47 % des répondants pensent que cette crise va engendrer **une baisse d'activités en centre-ville** malgré le développement des achats de proximité, cependant les changements des **habitudes de consommation vont-ils perdurer** ?

● Avec 83 % de réponses positives, nous avons ici une majorité de personnes qui pensent que la crise va renforcer les **circuits courts**.

● Sans surprise, on retrouve comme premiers secteurs impactés celui des **HCR** (Hôtel-Café-Restaurant) pour 33 % et celui du **tourisme** avec 25 %.

● Pour 65 % des personnes ayant répondu, en effet la **fracture numérique** a amplifié les difficultés pendant le confinement.

● 93 % de personnes ayant répondu au questionnaire, ont répondu avoir été témoin d'actes de **solidarité**

CONSEIL de
DÉVELOPPEMENT
Pays
d'Auray

CONSÉQUENCES DE LA CRISE

ECONOMIQUES

La crainte d'un tissu économique très fragilisé : on note que 47 % des répondants pensent que cette crise va engendrer une baisse d'activités en centre-ville et 100 % des personnes pensent que cette crise du Covid-19 va conduire à des faillites.

DÉMOGRAPHIE

59 % de personnes pensent que cette pandémie du Covid-19 peut être un **facteur de migration**, avec une large majorité de la ville vers la campagne.

Les réponses sont partagées entre 39 % qui pensent qu'une démographie accrue est un **bienfait**, 32 % qui pensent que c'est un **inconvé-**

COMPORTEMENTS

76 % des personnes pensent adopter de **nouveaux comportements à long terme**.

Parmi ces derniers on retrouve :

- acheter à proximité
- faire travailler les artisans
- faire du sport
- continuer les gestes barrières
- participer à des réunions sans déplacements (visio-conférence)
- préserver les contacts avec la famille, les amis
- privilégier les liens avec l'environnement

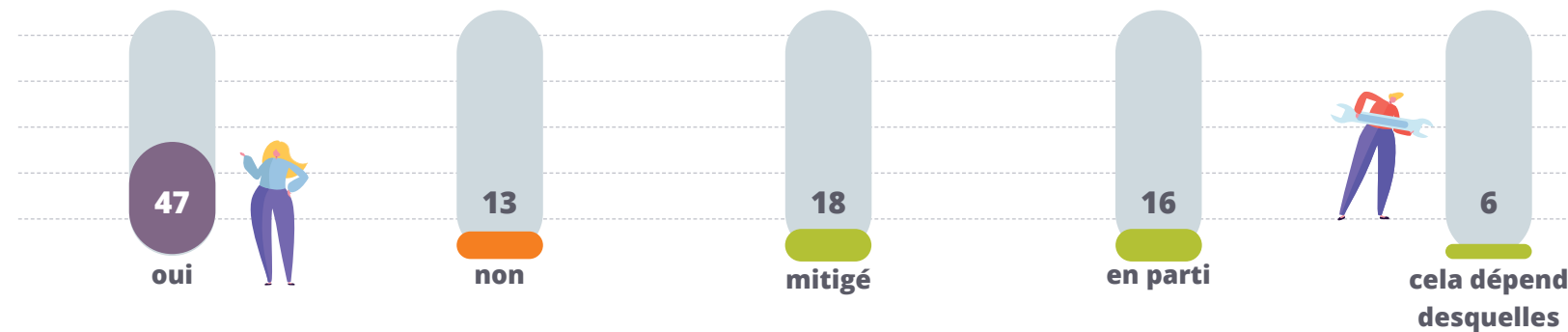


LES MESURES GOUVERNEMENTALES SONT-ELLES DE NATURE À PRÉSERVER LE TISSU ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE ?



Même si 47 % des personnes ayant répondu au questionnaire pensent que les mesures gouvernementales peuvent préserver le tissu économique, on peut remarquer en additionnant les réponses « en partie » « cela dépend desquelles » et « mitigé », que **40 % des votants sont plus dubitatifs et pour 13 % pas du tout convaincus.**

Les réponses apportées nous éclairent quant aux « pourquoi » de ces pourcentages. Il s'agit de mesures qui ne pourront sauver que les entreprises avec des ressources financières suffisantes.



Ainsi, certaines catégories d'entreprises ou de salariés, tels les autoentrepreneurs, les intérimaires, les professions libérales souffriront beaucoup plus. La difficulté du site internet ASP qui permet de solliciter le chômage partiel n'aide pas non plus !

Le positionnement des banques, des assurances n'est pas le même pour chaque bénéficiaire, ce qui creuse d'autant plus les inégalités. Certains indiquent qu'ils craignent un effet d'annonce et que les mesures promises ne soient pas tenues. La conséquence la plus crainte est celle

d'un tissu économique très fragilisé avec une reprise insuffisante voire incertaine.

Certaines personnes préconisent de :

- dynamiser les centres bourgs et villes pour aider les petits commerces, hors alimentaires
- tenir compte de la spécificité des diverses activités professionnelles et les spécificités du territoire touristique
- envisager à terme autre chose que le report des charges dans certains secteurs. La suppression serait inégalitaire, mais un étalement sur 12 à 36

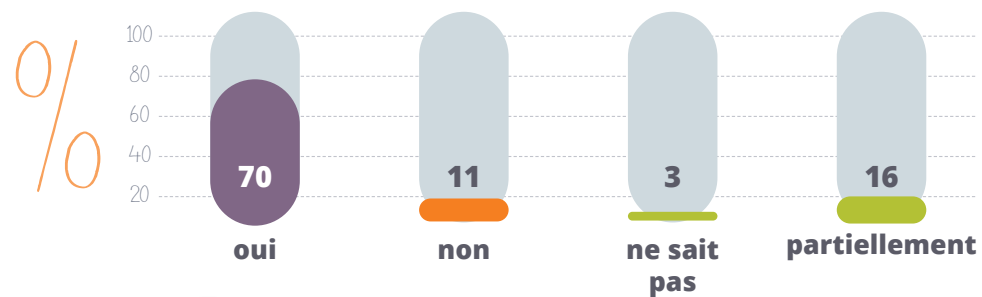
mois des échéances reportées serait une bonne chose (tourisme hôtellerie, événementiel, commerce), il aurait été plus pertinent de les alléger, voire de les supprimer.

EN CONCLUSION

La question se pose de savoir « qui va payer...? ». Cependant, on peut estimer qu'il faut « attendre un peu avant de juger » si ces mesures seront efficaces.



LES MESURES DE SÉCURITÉ MISES EN PLACE PAR LES ENTREPRISES ONT-ELLES PERMIS D'ASSURER LA PROTECTION DES SALARIÉS ET DES CLIENTS ?



Nous avons ici presque 70 % des personnes convaincues que les mesures de sécurité mises en place par les entreprises ont permis d'assurer la protection des salariés et des clients.

Quelques bémols cependant :

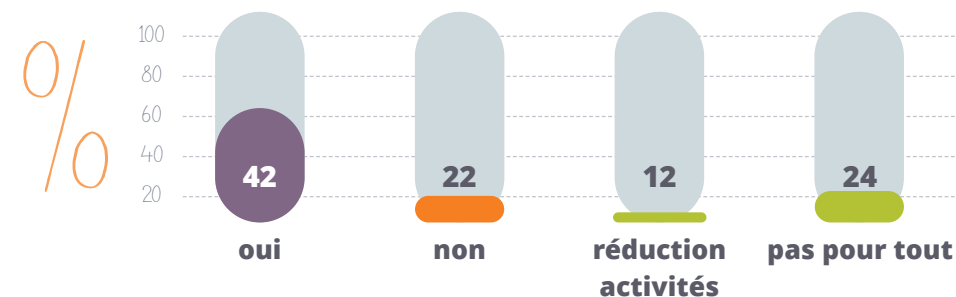
- en cas de télétravail, l'aspect psychologique n'a pu être facilement pris en compte
- il aurait peut-être fallu aider plus les TPE
- des mesures trop draconiennes, on infantilise un peu, ou on dramatise de trop
- les entreprises les plus nécessaires ont été oubliées : éboueurs, transporteurs, etc...

- retard dans la distribution des masques, des visières, des vitres plexi pour les salariés et distribution de gel pour les clients
- certains chefs d'entreprise n'ont pas cela en priorité
- les inspecteurs du travail ont été empêchés dans leur travail
- pas d'autorisation de mettre des masques pour les policiers.

CONCLUSION

En dehors des retards, de certains manques de soutien, d'inégalités de traitement, c'est en grande partie du civisme des citoyens (clients et salariés) qu'ont dépendu les risques.

LES APPROVISIONNEMENTS DE TOUTE NATURE ONT-ILS ÉTÉ SUFFISANTS OU ONT-ILS CONDUIT À RÉDUIRE LES ACTIVITÉS ?



Même si 42 % des personnes pensent que les approvisionnements de toute nature ont été suffisants, ce chiffre est nuancé par les 46 % qui pensent que « non » ou « pas pour tout ». Il faut également prendre en compte les 12 % qui indiquent que ce manque d'approvisionnements a induit une forte réduction d'activités.

En examinant les réponses de plus près, on s'aperçoit que les citoyens relèvent :

- de gros soucis d'approvisionnement : farine, gel, masque, tissus...
- que les réserves faites par un certain nombre de consommateurs ont pénalisé les approvisionnements
- la rupture de chaînes d'approvisionnement en partie liée à l'externalisation, pour partie liée aux discours qui manquent de cohérence
- la fermeture des services publics, surtout la poste
- délais de livraison plus longs
- les professionnels du secteur médical ont dû s'organiser par eux-mêmes

devant l'absence d'organisation des filières de protection

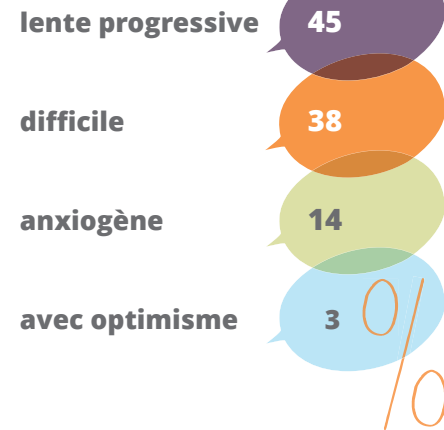
- les fournitures industrielles et du bâtiment n'ont pas été suffisantes

CONCLUSION

« La relocalisation de certaines matières premières est à réfléchir ». Et surtout, plus encore que pendant le confinement, « les entreprises qui redémarrent ont des difficultés », même si pour certains secteurs, il s'agit plus de « réorganisation que de réduction » d'activités.

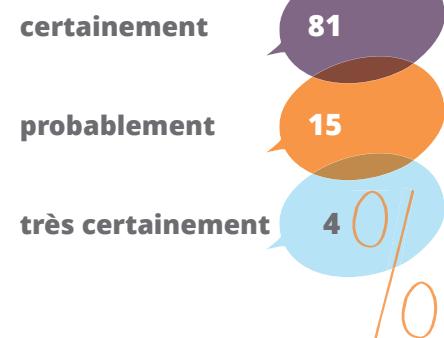
COMMENT VOYEZ-VOUS LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ ?

- 45 % des personnes ayant répondu au questionnaire trouvent que la reprise sera lente, progressive et 38 % difficile. Les 14 % qui la considèrent anxiogène font face à seulement 3 % qui la voient avec optimisme.
- Quelques-uns déplorent le « flou », indiquent qu'on avance « à l'aveugle ».
- Certains préconisent d'y inclure des pratiques écologiques : continuer le télétravail, améliorer le réseau des pistes cyclables.
- Encore une fois, la « responsabilité de chacun » est mise en avant.

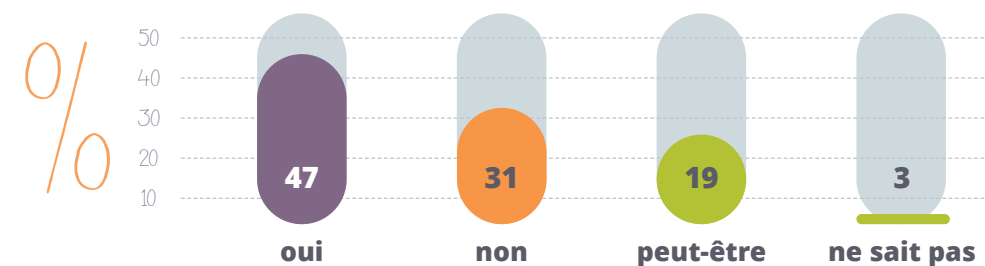


CETTE CRISE VA-T-ELLE CONDUIRE À DES FAILLITES ?

Même en différenciant les réponses de « très certainement » à « probablement », ce graphique prouve que 100 % des personnes pensent que cette crise du Covid-19 va conduire à des faillites. Et ceci, surtout pour des entreprises déjà fragiles qui ont peu de trésorerie. Cela va impacter également les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme et les secteurs où les structures n'ont pu accéder aux mesures mises en place.



CETTE CRISE ENGENDRERA-T-ELLE UNE BAISSÉ D'ACTIVITÉS EN CENTRE-VILLE ?



C'est dans l'analyse des réponses que l'on trouve des précisions.

En effet, on note que pour certains cela va dépendre :

- de la volonté des maires
- des consommateurs et de leurs modes de consommation
- des secteurs d'activité
- de la façon dont les français vont réagir après le confinement
- de la présence ou non des touristes

Enfin, il est possible que « même si les acheteurs se sont orientés vers les producteurs locaux durant la crise, ils se déplaceront plus facilement vers

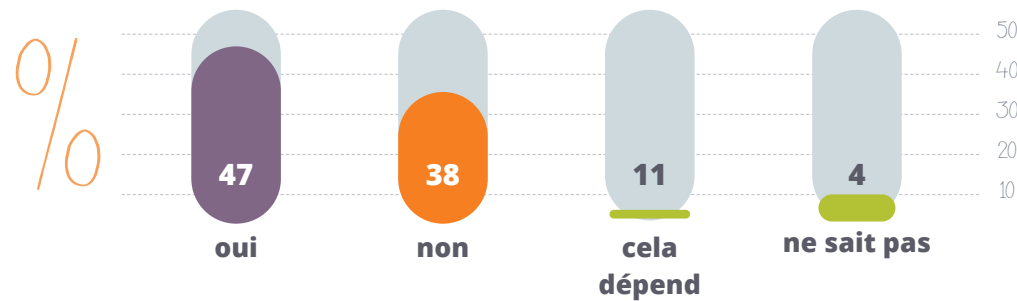
les grandes surfaces où ils trouveront tout, à moindre prix. Ils trouveront plus facile de se munir d'un masque que de plusieurs en allant dans plusieurs magasins. »

De plus, « peut-être que la fréquentation de commerces du centre en période de confinement a fait découvrir à certains qu'il y avait une vie en dehors de la zone Océane ».

CONCLUSION

Finalement « peut-être que les citoyens vont garder en mémoire tout le travail de solidarité que certains ont mis en place ».

LA PANDÉMIE VA-T-ELLE AGGENTUER LA VACANCE DES CENTRES-VILLES ET CENTRES-BOURGS ?



47 % des personnes pensent que la pandémie va accentuer la vacance des centres-villes et des centres-bourgs.

Ce pourcentage est à rapprocher de celui de la question précédente sur « la baisse d'activités en centre-ville », où l'on retrouve exactement le même pourcentage de réponses positives. Ce qui est cohérent.

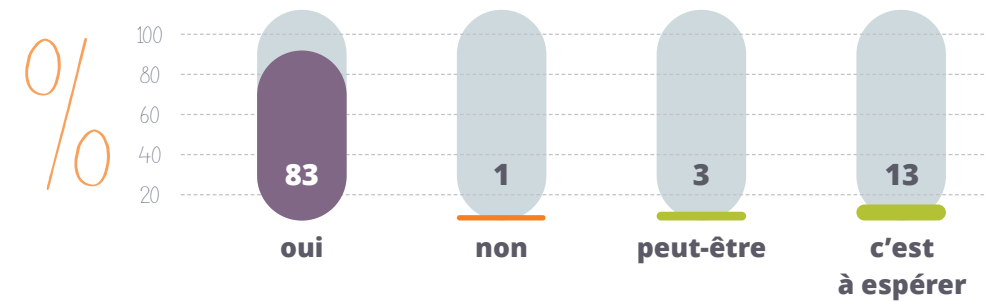
On retrouve également ici, les notions de comportements de citoyens dans les réponses (plus ou moins solidaires,

individualistes, avec des habitudes de consommation évolutives ou non) et celle de durée de la pandémie qui va donc impacter plus ou moins longtemps les modes d'achats.

CEPENDANT

Il est indiqué que « l'accompagnement d'un réseau économique tel celui des producteurs locaux peut avoir un effet régulateur ».

CETTE CRISE EST-ELLE DE NATURE À RENFORCER LES CIRCUITS COURTS ?



Avec 83 % de réponses positives, nous avons ici une majorité de personnes qui pensent que la crise va renforcer les circuits courts. Il faut aussi prendre en considération, les 13 % qui l'espèrent.

Quels circuits courts ?

78 % des personnes ayant répondu « oui » pensent que c'est le secteur de l'alimentation qui va être renforcé.

A NOTER

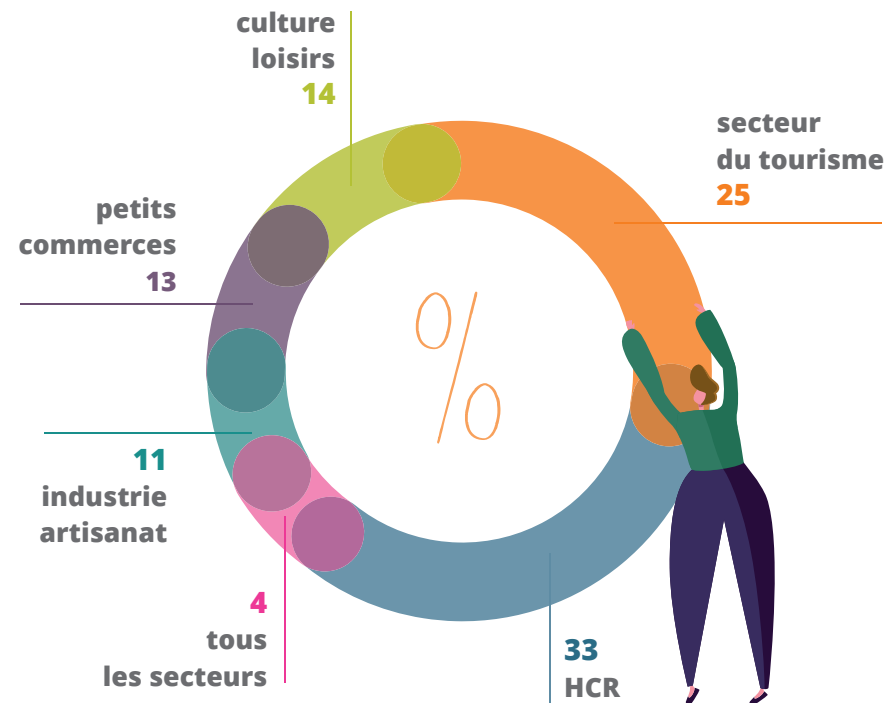
Certains pensent que la politique des prix menée va jouer un rôle important dans la continuité ou non de cet usage.

QUELS SONT LES SECTEURS ÉCONOMIQUES LES PLUS IMPACTÉS ?

Sans surprise, on retrouve comme premiers secteurs impactés celui des HCR (Hôtel-Café-Restaurant) pour 33 % et celui du tourisme avec 25 %.

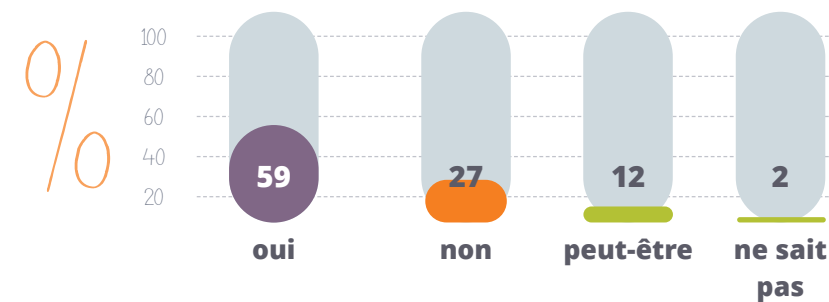
A NOTER

En troisième position celui de la culture et des loisirs, avec 14 %.



DÉMOGRAPHIE

PENSEZ-VOUS QUE CETTE PANDÉMIE PEUT ÊTRE UN FACTEUR DE MIGRATION ?



59 % de personnes pensent que cette pandémie du Covid-19 peut être un facteur de migration, avec une large majorité de la ville vers la campagne.

La question se pose de la pérennité de cette migration ou de ce désir de migration. En effet, il semble évident pour certains qu'il va falloir attendre de voir si cette migration ait lieu ou non.

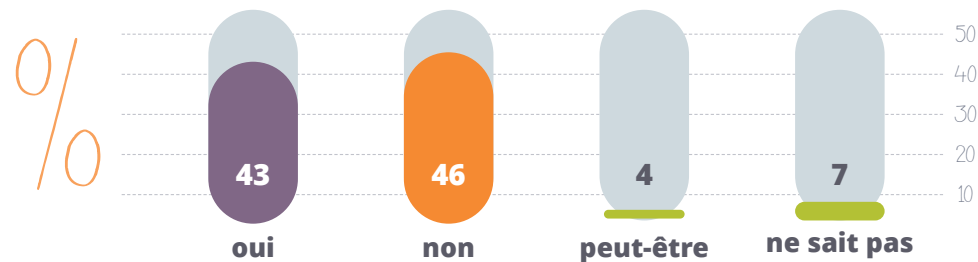
Quels sont les facteurs qui peuvent la restreindre ?

- le manque de services publics
- la localisation des emplois
- la fin de la crainte de la pandémie

Quels sont les facteurs qui peuvent la développer ?

- le changement de vie professionnelle
- la facilité d'accès au télétravail
- le coût de l'immobilier

LA PANDÉMIE
JOUERA-T-ELLE UN RÔLE
PLUS IMPORTANT
DANS LE DÉPLACEMENT
DE POPULATION
QUE LA SITUATION
CLIMATIQUE ?

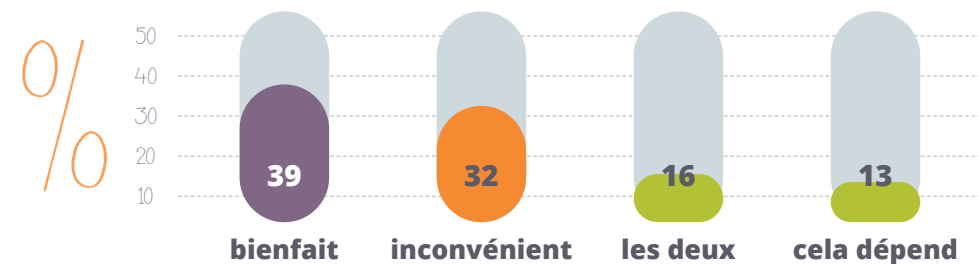


Avec 46 % de personnes pensant que la pandémie n'a pas de rôle plus important dans les déplacements de population que la situation climatique et 43 % pensant le contraire, nous voyons ici que cette question est difficile à trancher.

Comme certains l'évoquent, « les déplacements se feront en conscience de ces deux éléments », mais plus comme d'autres, il est « encore trop tôt » pour répondre à cette question.

En effet, nous n'avons pas de « marc de café » et « nul ne sait quelle nouvelle pandémie ou quel dérèglement climatique vont nous tomber dessus en premier ».

UNE DÉMOGRAPHIE
ACCRUE SUR
LE TERRITOIRE
EST-ELLE UN BIENFAIT
OU UN INCONVÉNIENT ?



Les réponses sont partagées entre 39 % qui pensent qu'une démographie accrue est un bienfait, 32 % qui pensent que c'est un inconvénient.

Si on regarde de plus près le détail des réponses, pour ceux qui pensent que cela peut être à la fois un bienfait et un inconvénient, on peut les rapprocher des 13 % pour qui cela dépend.

En effet, la majorité des réponses indiquent que plusieurs facteurs sont à prendre en compte :

- le niveau des infrastructures (logement, transport, soins, assainissement)
- les ressources (eau, agriculture)
- l'âge et la typologie des arrivants (peur d'une gentrification)
- les emplois disponibles
- si les habitants sont des résidents secondaires ou non
- la problématique du foncier disponible et de sa cherté

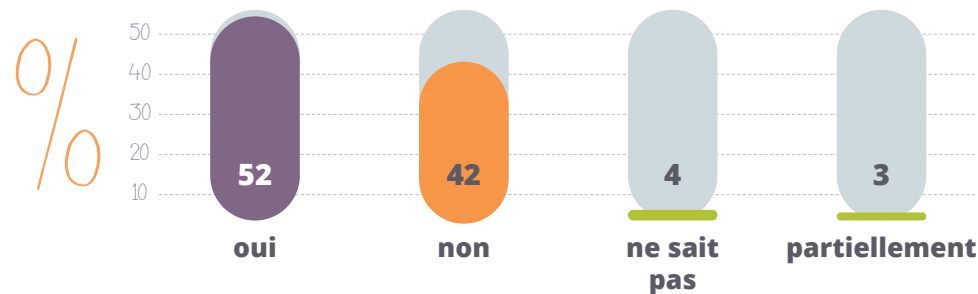
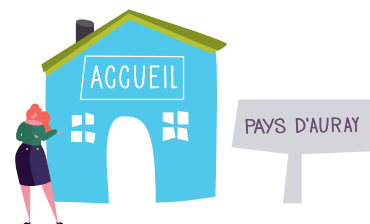
Donc, c'est la capacité d'accueil et son calcul qui sont l'enjeu majeur du territoire sur cette question.

D'autres mesurent une démographie accrue à l'aulne d'un bienfait pour l'économie, mais d'un inconvénient pour la qualité de vie.

CONCLUSION

Cela « dépend de l'intelligence à mixer l'économie et l'éco-responsabilité ».

PENSEZ-VOUS
QUE LE TERRITOIRE
A UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL
SUFFISANTE
POUR UN AFFLUX
SUPPLÉMENTAIRE
DE POPULATION À L'ANNÉE ?



Nous avons ici 52 % des répondants qui indiquent que le territoire du Pays d'Auray a une capacité d'accueil suffisante pour un afflux supplémentaire de population.

Cependant, certaines propositions indiquées nuancent ces réponses :

- il faut développer le territoire vers le nord d'Auray
- une analyse des besoins comparés doit être établie par secteur économique

- le coût de l'immobilier doit rester sage et les PLU doivent être strictement respectés

- il faut aider les jeunes actifs à s'installer car sinon les retraités vont tout occuper

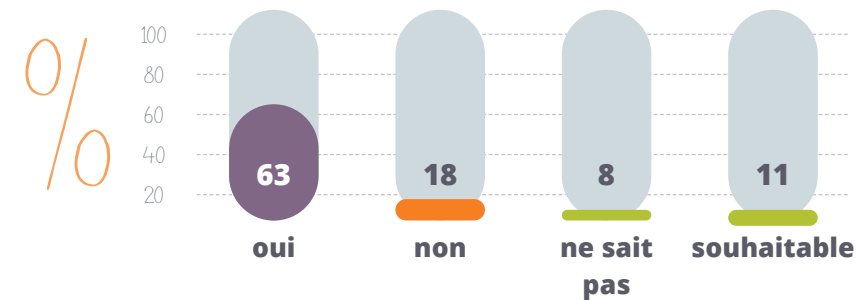
- il faut prévoir les services qui vont avec un afflux de population

- il reste toujours le problème médical

Plus précisément, cette question est à rapprocher de la précédente dans ses réponses sur le bienfait ou l'inconvénient d'avoir une population accrue.

TRANSITIONS

LES NOUVELLES
ACTIONS EN FAVEUR
DES TRANSITIONS
QUE CETTE PANDÉMIE
A ENTRAÎNÉES
VONT-ELLES PERDURER ?



Oui, pour 63 %. C'est donc un nombre élevé de personnes qui pensent que les nouvelles actions en faveur des transitions vont perdurer au-delà de la pandémie.

Arrive en tête le développement du télétravail, avec 57 % des personnes ayant répondu positivement qui l'indiquent comme mode de travail qui peut perdurer.

Pour les autres actions, on retrouve :

- les modes de déplacements doux,
- les achats locaux.

QUELLES SONT

LES ACTIONS

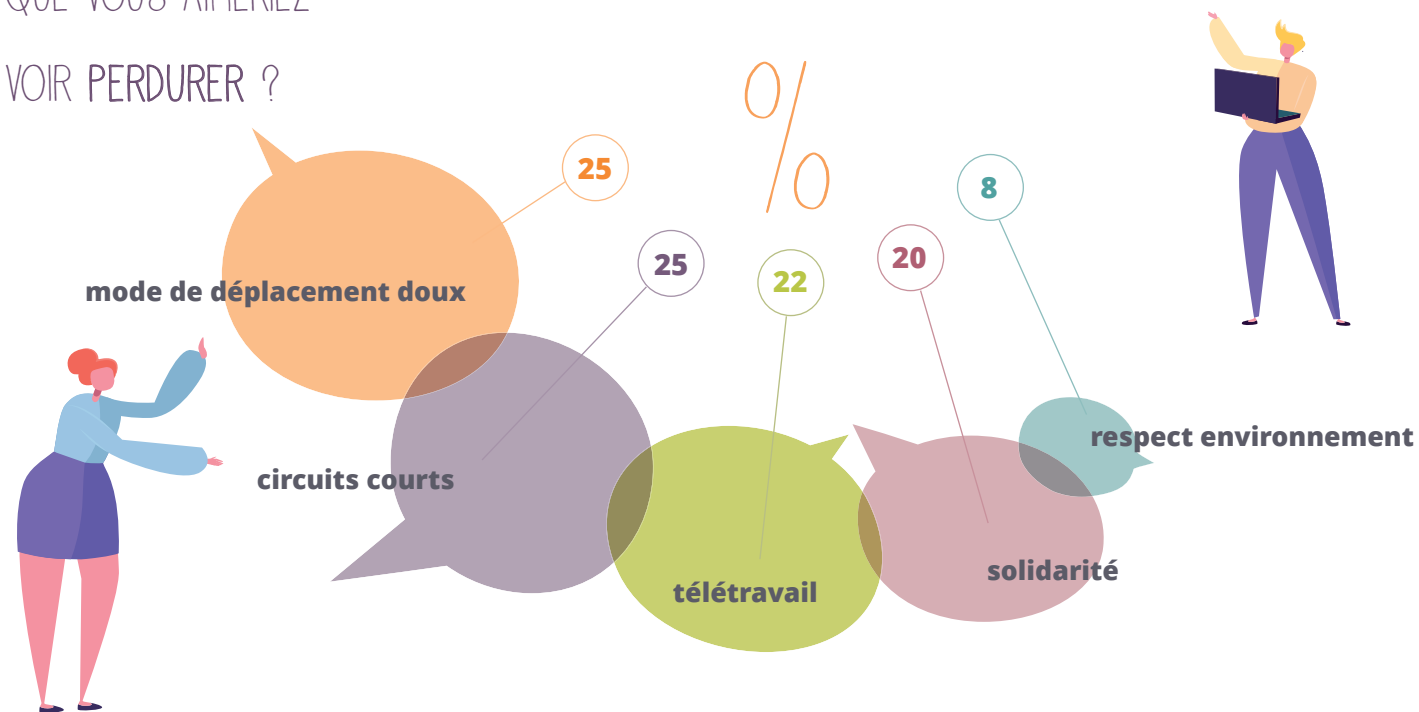
QUE VOUS AIMERIEZ

VOIR PERDURER ?

« Les circuits courts » et « les modes de déplacements doux » arrivent à égalité en tête avec 25 % de votants.

Un peu derrière, avec respectivement 22 et 20 % arrivent le « télétravail » et la « solidarité ».

Le « respect de l'environnement » n'atteint que 8 %.



QUELLES MESURES

POURRAIENT ÊTRE PRISES

AFIN QUE LES ACTIONS

EN FAVEUR DE LA TRANSITION

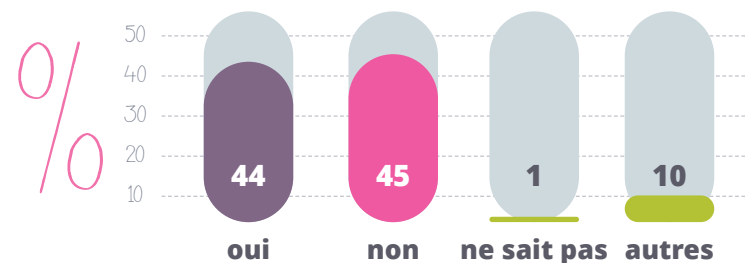
PERDURENT ?

Nous retrouvons comme première mesure à prendre pour que les actions en faveur de la transition perdurent : « le développement des mobilités écologiques » (transports en commun, pistes cyclables, aire de covoiturage), soit 34 % des votants.

« L'accès au numérique » arrive en deuxième position avec 13 % et « inciter au télétravail » arrive en troisième avec 11 %. C'est en corrélation avec la question précédente des actions à voir perdurer après la crise : mobilité, circuits courts et télétravail arrivant en tête.



PENSEZ-VOUS
QUE LE CONFINEMENT
AIT ÉTÉ UN FREIN À
LA PAROLE DES CITOYENS ?



44 % de personnes pensent que le confinement a été un frein à la parole des citoyens et 45 % pensent que non.

Les réponses donnent quelques perspectives de discussions :

- la parole des citoyens est-elle écoutée ?
- pas de possibilité de parole collective
- beaucoup d'experts autoproclamés
- moindre qualité des informations
- rôle des réseaux sociaux (vrai relais d'informations ou attiseur de haines ?)
- suppression des réunions pré-électorales, associatives, culturelles
- les visioconférences et e-mail ne sont pas des vrais dialogues

Pour d'autres, « ça n'a rien changé, les citoyens ont vraiment des difficultés à trouver des relais d'expression et **le modèle démocratique au bout du bulletin de vote est en bout de course, il faut mettre en place d'autres modes** ».

QU'AIMERIEZ-VOUS
VOIR ÉMERGER
EN TERMES
DE DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE ?



QU'AIMERIEZ-VOUS

VOIR ÉMERGER

EN TERMES

DE DÉMOCRATIE

PARTICIPATIVE ?



(SUITE)

A une large majorité, c'est « associer la population aux prises de décisions » qui arrivent en tête avec presque 37 % de réponses.

A égalité, arrivent ensuite à hauteur de 14 %, « avoir des élus plus à l'écoute des citoyens » et mettre en place des « référendums, des sondages sur les projets ».

Avec 12 %, l'expression « de tout le monde » est souhaitée et pas seulement celle des « sachants » ou des habitués.

D'autres regrets se sont exprimés :

- Que les règles du vivre ensemble soient différentes d'une commune, ou d'une région, ou d'un département à l'autre.
- Qu'on abandonne « Le principe d'unité de décision » faite par l'Etat au nom de l'Egalité pour tous.
- L'absence des jeunes du débat alors que le monde à construire est le leur.

CONCLUSION

« C'est un immense chantier à la croisée de la LIBERTÉ et de la RESPONSABILITÉ. Actuellement la liberté est à juste titre revendiquée, il convient d'ouvrir la réflexion sur la responsabilité individuelle et collective, sans laquelle il n'y a pas de démocratie. »

QU'AIMERIEZ-VOUS

NE PAS VOIR ÉMERGER

EN TERMES

DE DÉMOCRATIE

PARTICIPATIVE ?

23 % des personnes ne veulent pas voir émerger en termes de démocratie participative des « débats stériles ». Ce que l'on peut rapprocher du graphique précédent sur la volonté de voir « associer la population aux décisions ».

Les blocages et les dictatures de toutes sortes, le populisme et l'intérêt individuel primant sur l'intérêt général arrivent à égalité (13 %) en deuxième position.

Pour 10 % des réponses, il ne faut pas « oublier le vécu de la crise ».

débats stériles

23,33

intérêt individuel

13,33

dictatures

13,33

populisme

13,33

blocages, recours non justifiés pour ralentir des projets

13,33

oublier le vécu de la crise

10,00

%

anarchie

6,67

délations

6,67

PENSEZ-VOUS
QUE LE CODEPA
EST UN BON VECTEUR
DE DÉMOCRATIE
PARTICIPATIVE ?



58 % des personnes ayant répondu au questionnaire pensent que le Codepa est un bon vecteur de démocratie participative, contre 12 % de réponses négatives.

17 % en revanche ne connaissent pas la structure.

Les marges de progression sont donc :

- **se faire connaître**
- **être représentatif**
- **donner la parole à tous**
- **avoir plus de pouvoir auprès des décideurs**

QUELS SONT
LES FACTEURS
D'AMÉLIORATION
DU CODEPA EN TERMES
DE DÉMOCRATIE ?



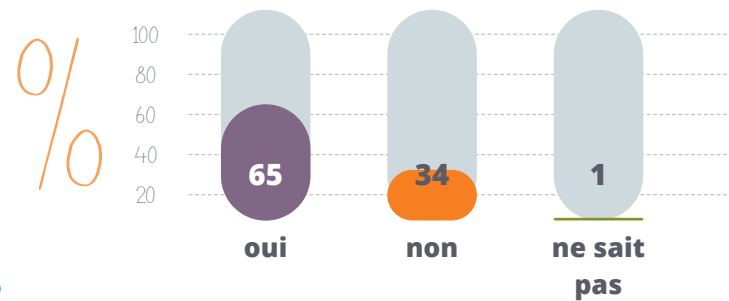
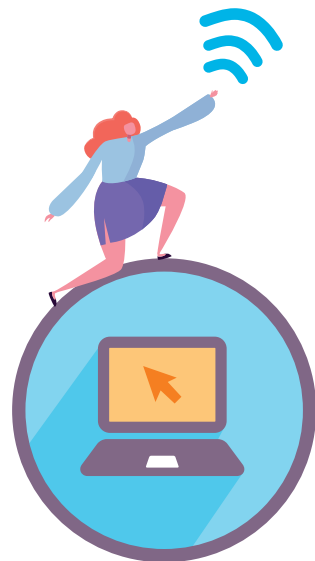
« Se faire connaître » est le premier facteur d'amélioration du Codepa en termes de démocratie avec 32 % de réponses.

« Avoir plus de pouvoir de décisions » arrive en deuxième avec 25 % et « être plus représentatif de la population » en troisième position avec 21 %.

Si l'on compare au graphique précédent, on remarque que « se faire connaître » auprès des décideurs, de la population, des acteurs du territoire (entreprises et autres structures) est une des clés de propagation de la démocratie.

S'ouvrir à d'autres citoyens permettrait également d'être plus représentatif. Peser sur les décisions, quant aux projets du territoire, passe par « associer la population aux décisions » de la part des élus communaux et intercommunaux.

LA FRACTURE NUMÉRIQUE A-T-ELLE AMPLIFIÉE LES DIFFICULTÉS PENDANT LE CONFINEMENT ?



Pour 65 % des personnes ayant répondu, en effet la fracture numérique a amplifié les difficultés pendant le confinement.

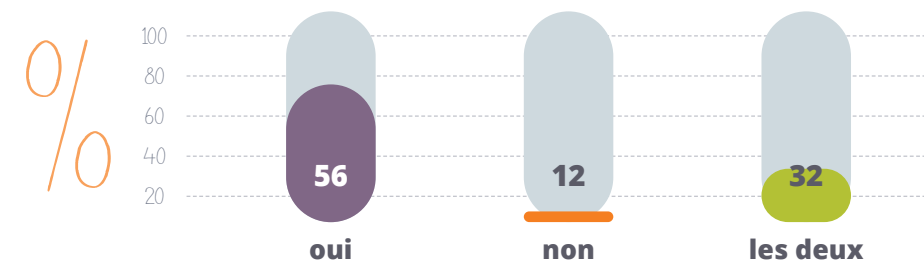
Les précisions apportées nous apprennent que les raisons sont multiples :

- difficulté de connexion, même pour les appels téléphoniques
- existence de zones mal desservies
- manque de matériels informatiques pour les familles
- manque de formation aux outils de visio-conférence ou autres
- le tout dématérialisé

Les conséquences sont également diverses :

- scolarité des enfants
- télétravail malaisé
- difficulté de communication pour les associations
- handicap pour les personnes non accompagnées (ex : relation avec l'administration)

LE NUMÉRIQUE ET PLUS PARTICULIÈREMENT LES RÉSEAUX SOCIAUX SONT-ILS BÉNÉFIQUES EN CAS DE CRISE ?



Quelles en sont les raisons ?

- **contacts en tout genre (famille, amis, scolarité, entreprises)**
- **vecteur de belles initiatives**
- **diffusion rapide de l'information (ex : page Facebook de la Préfecture)**
- **pour répondre au besoin de lutter contre l'isolement (aide psychologique)**
- **accès à des informations non divulguées par d'autres médias (journaux ou télévision)**

Cependant, 12 % pensent clairement que « non » et 32 % indiquent que les réseaux peuvent être à la fois bénéfiques et malsains.

Pourquoi ?

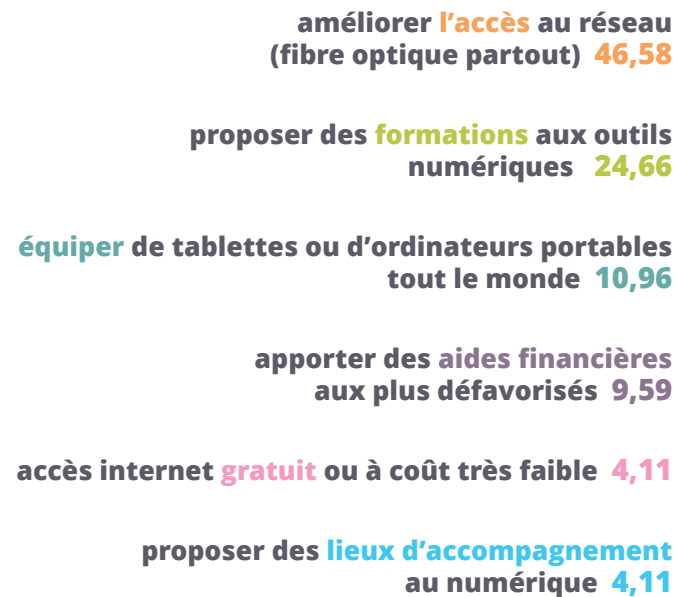
- la circulation des « fake news » (fausses informations)
- certaines personnes sur les réseaux attisent les violences (appel à la haine, à la discrimination)
- recrudescence des thèses conspirationnistes
- moyens de communication peu maîtrisables
- déconnection de la réalité

QUELLES MESURES POURRAIT-ON PRENDRE POUR RÉDUIRE LA FRACTURE NUMÉRIQUE ?

Arrive en tête, avec presque 47 % de réponses, l'amélioration de l'accès au réseau numérique et notamment l'accès à la fibre.

En deuxième position, on retrouve la formation pour 24 %.

Si l'on regroupe les deux items sur les aides financières et l'équipement pour tous, qui ont la même finalité, le pourcentage s'élève à hauteur de 20 %.

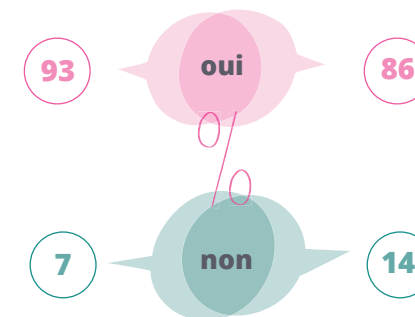


« Tout dépend de l'origine de la fracture numérique (infrastructure, moyens d'équipement, éducation). Un plan d'actions cohérentes doit être proposé et piloté en adressant chacun de ces axes de progrès. »

%

SOLIDARITÉ

AVEZ-VOUS ÉTÉ TÉMOIN
D'ACTES DE SOLIDARITÉ
DANS VOTRE ENTOURAGE
OU PAR VOUS -MÊME ?



AVEZ-VOUS ÉTÉ
TÉMOIN D'ACTES
DE SOLIDARITÉ DANS
VOTRE COMMUNE ?

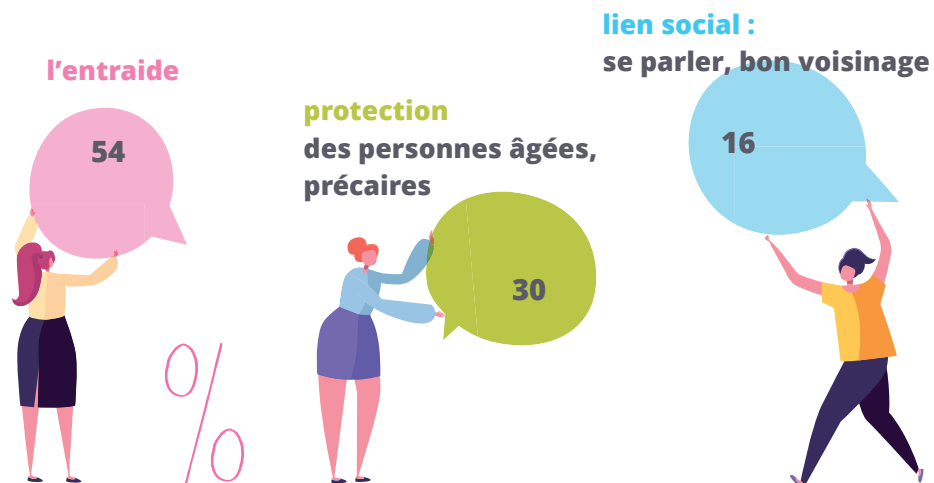
Les personnes déplorent que peu de communes se soient investies, bien que certains élus l'aient fait.

Ce sont surtout les associations et les particuliers, ainsi que quelques entreprises qui se sont mobilisés.

QUELS SONT LES ACTES DE
SOLIDARITÉ
QUE VOUS AIMERIEZ
VOIR PERDURER ?

Trois grandes catégories se dégagent de cette question sur les actes de solidarité.

Ceux que les personnes aimeraient voir perdurer sont à hauteur de 54 % l'entraide, pour 30 % la protection des personnes et le maintien du lien social pour 16 %.



Comment ?

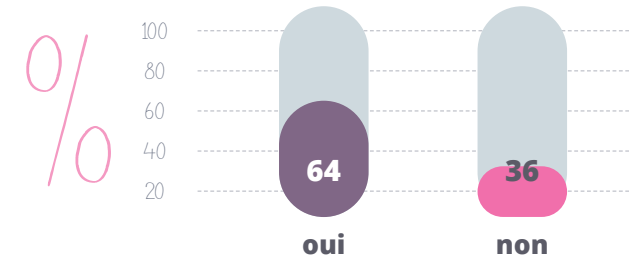
En maintenant certaines contraintes, avec des espaces dédiés aux rencontres et surtout que ce soit chacun qui prenne conscience qu'il faut faire perdurer ses actes de solidarité.

CONCLUSION

« Le risque est qu'une fois la crise passée, ce que l'on a fait tombe dans l'oubli et que l'on retombe dans l'ancien monde ». Il est espéré « une persistance ou le développement d'un esprit de solidarité face à l'individualisme montant ».

QUESTIONS PERSONNELLES

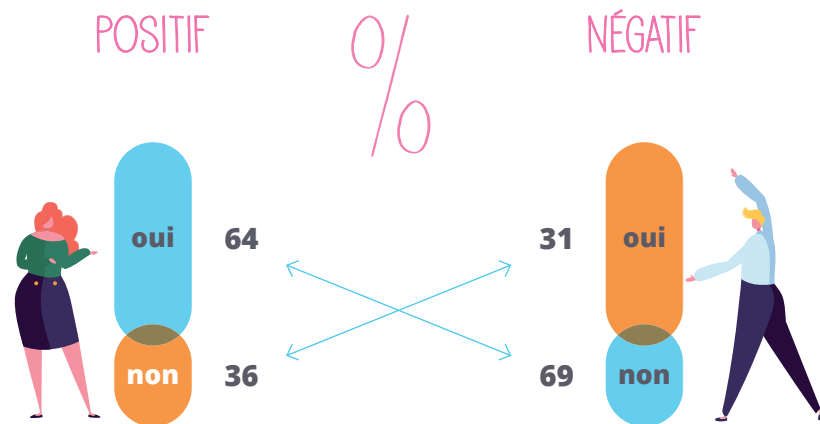
VOTRE COMPORTEMENT
A-T-IL CHANGÉ
AVEC CET ÉPISODE
DE PANDÉMIE ?



Oui pour 64 %, c'est le % de personnes qui indiquent que leur comportement a changé. En quoi ?

- beaucoup moins de déplacements
- prise de conscience de la nécessité de faire évoluer les modes de vie
- plus proche des voisins, de la famille, des personnes isolées
- création d'un journal quotidien du confinement
- contacts par réseau
- prendre son temps, la redécouverte du « temps long », du « lâcher prise », de la réflexion
- suivre les restrictions imposées
- redécouverte de la valeur des objets (recyclage, réutilisation, réparation, ...)
- changement d'alimentation plus saine
- achat de proximité
- retour à la conscience de l'inattendu

LES NOUVEAUX
COMPORTEMENTS
QUE VOUS AVEZ ADOPTÉS,
ONT-ILS EU
SUR VOTRE VIE
UN IMPACT ...



Les 36 % de personnes qui pensent que leurs nouveaux comportements n'ont pas eu d'impact positif, **mettent en avant le fait qu'ils ont dû faire face à plus de solitude et au détriment de plaisirs habituels.**

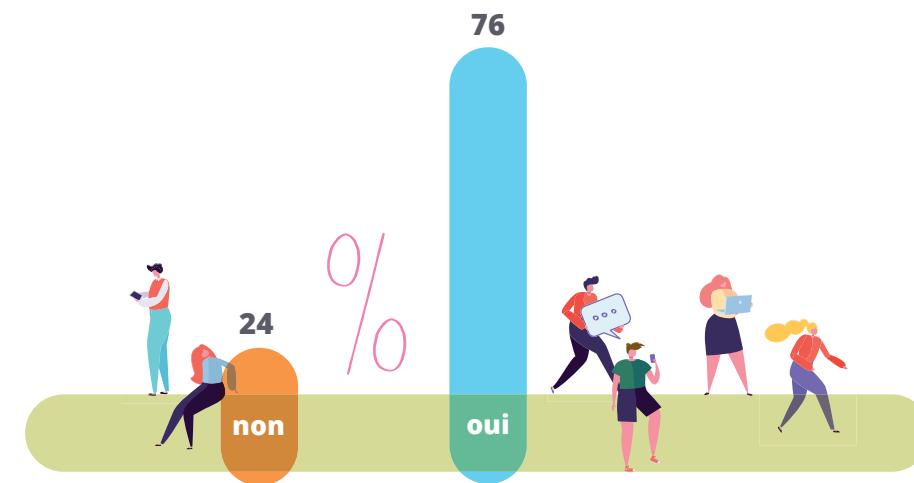
A rapprocher du graphique précédent, 69 % pensent n'avoir pas eu d'impact négatif avec l'adoption de nouveaux comportements.

On retrouve comme impacts **négatifs** dans les réponses :

la désocialisation, la solitude, le ralentissement général, la privation de libertés.

L'impact le plus **positif** a été **un recentrage sur les réels besoins, aller à l'essentiel, moins de déplacements, plus d'économies, apprentissage du numérique, manger plus sainement.**

Y-A-T-IL
DES COMPORTEMENTS
MIS EN PLACE
PAR VOUS-MÊME
QUE VOUS ALLEZ ADOPTER
À LONG TERME ?



76 % des personnes pensent adopter de nouveaux comportements à long terme.

Parmi ces derniers on retrouve :

- acheter à proximité
- faire travailler les artisans
- faire du sport
- continuer les gestes barrières
- participer à des réunions sans déplacements (visio-conférence)
- préserver les contacts avec la famille, les amis
- privilégier les liens avec l'environnement

VOTRE ÉTAT D'ESPRIT

A-T-IL ÉVOLUÉ

DURANT CE TEMPS

DE CONFINEMENT ?

oui

76

non

24



Oui, pour une très grande majorité, 76 % ont vu leur état d'esprit évoluer. En quoi ?

POSITIF

- remettre au cœur de nos priorités la **nature**
- **vivre pleinement** le quotidien
- **moins consommer**
- prise de conscience de l'énorme **fossé** entre les conditions de vie de chacun
- questionnement sur la **liberté**
- meilleure connaissance de **soi-même**
- renforcement des **convictions humanistes**
- se concentrer sur **l'essentiel**
- prise de conscience que ce que nous **vivons en marge de notre terre**, est nocif, pour nous même et pour toutes les autres espèces
- plus conscient encore des **enjeux écologiques et sociaux** de notre environnement
- plus de **conscience citoyenne**
- plus **d'empathie** pour les autres, notamment les petits métiers et tous ceux dont la conscience professionnelle nous a étonnés

NÉGATIF

- **inquiétude** pour les siens
- baisse de moral
- constat de la **fragilité** du système économique
- moins de tolérance vis à vis du **manque de civisme** et de l'idiotie des êtres humains
- sentiment **d'enfermement**
- en **colère** par :
 - le manque de réactions des décideurs,
 - les discours contradictoires des instances,
 - les voltes-faces
 - par une communication largement non maîtrisée et par des doutes dont serait alors gérée une crise plus majeure que celle-ci
- une certaine **moquerie** vis à vis de ceux qui savent tout sur tout à l'avance

GÉNÉRALITÉS

QUELS COMPORTEMENTS AVEZ-VOUS TROUVÉ ...

... bénéfiques

C'est la **solidarité** pour 43 % des personnes, qui arrive en tête pour les comportements bénéfiques.

« Tout ce qui a marqué une **«rupture»** par rapport à ce que nous vivions - **Rythme de vie** - **Déplacements** - **Consommérisme imbécile** - **Alimentation plus frugale** - **Ecoute de la nature...** ».

... gênants

En premier lieu, c'est le **non-respect des consignes**, qui a le plus gêné les personnes avec 31 % de réponses.

BÉNÉFIQUES % GÉNANTS

la solidarité **43,64**

le calme **16,36**

un meilleur lien social **14,55**

le respect des règles sanitaires **10,91**

la bienveillance **9,09**

la capacité à se mobiliser **5,45**

31,25 non-respect des consignes

22,92 égoïsme et insouciance

16,67 désinformation

14,58 délation et haine

14,58 manque de civisme, de tolérance et de respect

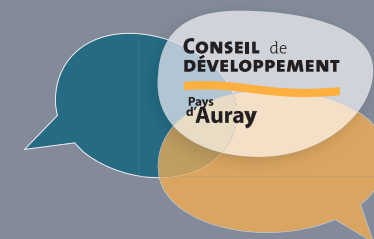
COMMENT VOYEZ-VOUS LA SORTIE DU CONFINEMENT ?



Seulement 17 % des personnes voient cette sortie de confinement avec confiance. Elle sera très progressive pour presque 35 % des personnes et anxiogène pour 21 %.

Certains la voient « comme un désastre économique, social et politique. »

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS D'AURAY OU CODEPA C'EST QUOI ?



- ▶ **50** structures membres
- ▶ une centaine de **BÉNÉVOLES** à parité hommes/femmes
- ▶ une **ASSOCIATION** formée de :
 - citoyens
 - représentants associatifs
 - acteurs économiques
 - acteurs syndicaux



QUELLES SONT NOS PRINCIPALES MISSIONS ?

- **MOBILISER** la société civile dans les projets de territoire
 - **ÊTRE ACTEUR** de la démocratie participative
 - **MENER** des actions en faveur de l'animation territoriale par l'organisation de conférences, d'ateliers, de rencontres
 - produire de la **CONNAISSANCE**
 - formuler des **AVIS**
 - émettre des **PROPOSITIONS D'ACTIONS** à l'attention de ses membres, du grand public et des élus
- 

VOUS AUSSI

n'hésitez pas à **PARTICIPER**
à ces travaux...

codepa@pays-auray.fr



Pour connaître nos avis et contributions
www.codepa.wordpress.com